Syndicat National **F.O** des Lycées et Collèges
Section académique de Créteil
Maison des syndicats 11-13 rue des archives 94010 Créteil Cedex
Tel : 01 49 80 91 95 - 68 92 Fax 01 49 80 68 96
E-Mail : snfolc.creteil@gmail.com Site : www.snfolc-creteil.fr

Créteil, le 3 février 2023

Réforme des retraites, blocage des salaires, restriction de DHG, suppression de la technologie en 6e, *pacte* de déréglementation, « École du futur » …

Assez, assez de ces passages en force contre nos acquis, contre nos conditions d'existence, contre l'école publique ! Rassemblons nos revendications ! Renforçons la grève pour gagner !

Nous étions à nouveau des millions en grève et en manifestation ce mardi 31 janvier, à l'appel des confédérations syndicales nationales unies, pour exiger le retrait de la réforme des retraites.

Parmi ces millions, des milliers d'enseignants, CPE, assistants d'éducation, AESH.
Avec cette réforme, en effet, nous nous verrions voler deux nouvelles années de retraite.
Nous verrions baisser le niveau de nos pensions par l'aggravation de l'effet de la décote -aggravation mécanique avec l'augmentation du nombre d'annuités nécessaires pour bénéficier d'une pension à taux plein.
Ce projet de réforme fait déborder le vase déjà trop plein de notre colère.

Sur toutes les lèvres, l'expression d'un même ras-le-bol :
Assez, assez de dégrader nos conditions de travail, nos conditions d'existence au nom du respect des « équilibres budgétaires ».

Le 19 janvier, le président Macron prétendait que cette réforme des retraites était indispensable pour maîtriser les dépenses. Et c'est le même qui annonçait dès le lendemain une augmentation de 36 milliards d'euros pour sa prochaine loi de programmation militaire ! 413 milliards sur six ans ! Une augmentation de 35% par rapport à la loi de 2017-2023 !
Comment comprendre ? Est-ce qu'il faudrait travailler plus longtemps pour enrichir les multinationales de l'armement ?

Les provocations se multiplient. Le 29 janvier, la première ministre Borne a déclaré que *« l'âge de départ à 64 ans n'était pas négociable* ». Le ministre Ndiaye indique, quant à lui, que la suppression de l'enseignement de technologie en 6e est actée, sans seulement attendre la parution d'un texte réglementaire le stipulant. Aux CSA départementaux de Seine-Saint-Denis, le directeur académique annonce ainsi que ces heures poste de technologie sont d'ores et déjà transformées en heures supplémentaires dans les DHG et laissées « à la disposition des collèges, dans le cadre de l'autonomie » sans considération pour l'avenir des collègues de technologie aujourd'hui en poste, notamment les contractuels.

Partout, les enveloppes allouées aux établissements pour les DHG sont présentées comme *non négociables*. « *A la communauté éducative de décider de faire des choix au sein de l'établissement pour répartir l'enveloppe* » nous répète-t-on à l'envi. Au lycée Boulloche de Livry-Gargan (93), la direction présente donc clairement le marché : préférez-vous supprimer l'option théâtre en seconde et garder deux groupes distincts de grec en première et terminale, ou l'inverse ? Ailleurs, il faudrait renoncer à tous les dédoublements pour « lisser » les effectifs et éviter des classes de STMG à 35…

A tous les niveaux, on nous demande d'adapter nos besoins, ceux de l'école, ceux de la société, à des contraintes d'enveloppe fermée.
Ainsi, il faudrait, au prix de divisions inévitables entre disciplines et collègues, répartir entre nous une DGH de pénurie !
Il faudrait acter la suppression de la technologie en 6e sous couvert de « difficultés de recrutement » !
Il faudrait accepter le blocage de nos salaires, le gel du point d'indice, malgré une inflation galopante !
Il faudrait partir plus tard à la retraite avec une pension amoindrie !

Jusqu'où iront-ils si nous ne les arrêtons pas ?

Le mandat du SN*FO*LC Créteil est clair : nous n'acceptons pas, nous n'accepterons jamais de voir transformer les enseignants et leurs représentants en administrateurs de l'austérité, en spectateurs de la remise en cause de leurs droits.
Nous exigeons l'option théâtre ET les groupes distincts de grec.
Nous exigeons que toutes les classes soient ouvertes pour alléger les effectifs dans les classes.
Nous exigeons que toutes les heures nécessaires soient allouées à toutes les disciplines, dans le respect des niveaux, pour éviter tout regroupement anti-pédagogique, toute fermeture d'options au nom d'effectifs insuffisants.
Nous exigeons que toutes les structures nécessaires pour les élèves en situation de handicap soient créées, que les AESH soient recrutées en nombre sur la base d'un vrai salaire et d'un vrai statut, pour répondre à chaque heure notifiée par la MDPH.
Nous exigeons que tous les remplaçants soient recrutés et affectés pour pourvoir à toutes les absences.
Nous exigeons le retrait total de la réforme des retraites.
Nous exigeons l'augmentation générale des salaires par l'augmentation a minima de 25% du point d'indice pour récupérer le pouvoir d'achat perdu depuis 2000.

Les confédérations et fédérations syndicales nationales, avec les organisations de jeunes, ont décidé d'appeler à une nouvelle journée de grève le 7 février prochain et à une journée de mobilisation le samedi 11 février.
« *Rien ne justifie une réforme aussi injuste et brutale* » écrivent-elles : elles ont raison !
« *Le gouvernement doit entendre le rejet massif de ce projet et le retirer* » : mille fois raison !

Dès à présent, dans de nombreux établissements, les collègues se réunissent en assemblées générales, définissent leurs revendications, adoptent des motions qui les relient entre elles, prennent des initiatives telles que la constitution de caisses de grève pour enraciner la préparation de la grève.
Le SN*FO*LC Créteil soutient cette dynamique. Il appelle à la renforcer par tous les moyens.

Retrait de la réforme des retraites !
Satisfaction de toutes nos revendications !